

Renseignement d'Etat	Diplomatie parallèle	Grands contrats	Renseignement d'affaires
France Trahison pour la Chine : la DGSE ne met pas la main sur le magot →P.2	Syrie/France/US SOS Chrétiens d'Orient touché par le Caesar Act →P.4	Arabie Alliance turco-américaine pour doter Riyad de drones ISR →P.5	Israël/Singapour Speardome, poisson-pilote de Rafael à Singapour →P.6

Israël/États-Unis/France/Afrique

DÉJÀ PLAQUE TOURNANTE DE LA DGSE, N'DJAMENA DEVIENT LE HUB DU MOSSAD ET DE LA CIA

Le président tchadien Idriss Déby et son maître-espion Ahmed Kogri ont entamé une vaste diversification de leurs alliances, sous l'œil du parrain historique du régime, la DGSE.

Début juillet, une nouvelle délégation tchadienne s'est rendue en Israël. Ouvert il y a plusieurs mois, ce canal est rapidement devenu central dans la stratégie sécuritaire des deux pays. Le patron du Mossad, le "playboy" **Yossi Cohen**, est déjà venu plusieurs fois à N'Djamena rencontrer le président **Idriss Déby** et son maître-espion le général **Ahmed Kogri**, chef de l'**Agence nationale de sécurité** (ANS). Ce dernier a déjà fait à plusieurs reprises le trajet à Tel Aviv... et Herzliya, la capitale locale des matériels de cyber-renseignement. Car la connexion entre les deux pays passe notam-

ment par la vente de matériels d'interceptions israéliens, ainsi que des formations afférentes.

Ce canal commercial est inhabituellement très scruté par le Mossad. Yossi Cohen ne veut pas que des intermédiaires actifs en Afrique se prévalant de connexions à Tel Aviv n'interviennent sur les contrats. Ces accords sont d'autant plus couvés que les sociétés israéliennes retenues ont notamment dû faire face à la concurrence chinoise, qui prospecte de plus en plus activement sur le continent.

Percée israélienne. N'Djamena et Tel Aviv discutent aussi de livraisons de drones d'observation. Plusieurs groupes israéliens précurseurs dans le domaine ont déjà soumis des offres. Tel Aviv se mobilise également pour livrer au pays de nouvelles technologies agricoles, mais les finances du Tchad sont très contraintes.

Pour le Mossad, le Tchad fait figure de plateforme idéale dans la sous-région, un peu à l'instar de ce qu'est devenu l'Azerbaïdjan dans le Caucase (📍 IOL n°659). Les espions israéliens veulent suivre de près les soubresauts au Soudan voisin. L'ancien régime de Khartoum a longtemps nourri des liens avec les **Pasdarans** iraniens (📍 IOL n°729) et le **Hezbollah** libanais, dont les réseaux africains sont traqués par le Mossad. Or la milice chiite libanaise est aussi très active au Nigeria voisin. Une présence forte à N'Djamena permet à Tel Aviv de garder un œil sur l'évolution du dossier libyen, qui concentre nombre d'intérêts régionaux croisés (📍 IOL n°855), et où le Tchad bénéficie de nombreux points d'entrée, via les tribus du Sahara.

Cette nouvelle entente vient revivifier une connexion entamée en 2008, lorsque les industriels de la défense israéliens, au premier rang desquels **Elbit Systems**, avaient fourni des équipements afin d'améliorer le matériel des troupes de Déby face aux rebelles d'alors.

Intérêt américain. La CIA renforce elle aussi sa présence dans l'Etat africain central. Suprême honneur : la directrice de l'agence **Gina Haspel** elle-même y a fait un saut. Si Washington reste d'abord intéressé par des coopérations en matière d'anti-terrorisme, notamment dans la lutte contre **Boko Haram** au Nigeria, le contexte régional l'incite à muscler ses échanges avec l'ASN. L'agence de Langley a été rassurée de voir que Déby a jusqu'à présent refusé les offres de service russes.

La DGSE reste chez elle. Cette diversification d'alliances du régime d'Idriss Déby ne se fait pour le moment pas au détriment de la relation historique que celui-ci entretient avec la DGSE. Le général Ahmed Kogri reste un Saint-Cyrien, passé par l'**Ecole nationale d'administration** (ENA) et qui a été pendant dix ans attaché militaire de l'ambassade tchadienne à Paris. Intérêt supplémentaire pour les grandes puissances de renseignement : Kogri assure la chefferie du centre de fusion du renseignement (CFR) du **G5 Sahel**, la proto-alliance militaire des cinq pays du Sahel. Cela confère d'autant plus de relais au Tchad dans les services de sécurité d'Afrique de l'Ouest. ●

Premier cercle



FRANCE TRACFIN REMANIE SON DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

Maryvonne Le Brignon, la patronne de **Tracfin**, le service français de renseignement financier, recherche un nouveau directeur pour son département international, en remplacement de **Lucie Castets**, sur le départ après deux ans à ce poste. Cette fonction requiert de faire l'interface avec les instances de collaboration entre services de renseignement financier, notamment le groupe **Egmont** et le **Groupe d'action financière** (GAFI). Ce alors que ce dernier doit remettre une évaluation du dispositif français en la matière l'année prochaine.

ROYAUME-UNI WEST, HAYES : L'ISC GARDE DES LIENS AVEC LE PRIVÉ

L'**Intelligence & Security Committee** (ISC), présidé par le député conservateur **Julian Lewis** a accueilli mi-juillet ses nouveaux membres. Parmi eux, le député tory **John Hayes** est aussi consultant pour le négociant pétrolier **BB Energy** (📍 IOL n°845). Son collègue **Mark Pritchard** est consultant de la société d'analyse de risques **The Soufan Group**. L'ISC va aussi accueillir **Alan West**, baron **West of Spithead**, l'ex-chef de la **Defence Intelligence** (DI) aujourd'hui président de la société de sécurité maritime **Spearfish Security** et de la firme de cybersécurité **MCM Solutions**.

SYRIE MAHER AL-ASSAD REFUSE DE SE SOUMETTRE A MOSCOU

Les différends entre **Maher al-Assad** et la Russie se poursuivent (📍 IOL n°855), alors que le frère cadet de **Bachar al-Assad** refuse de se soumettre aux demandes de Moscou. A la tête de la **4e division blindée** de l'armée syrienne, proche de l'Iran, Maher conserve le contrôle de points stratégiques du territoire syrien, à l'image des ports de Tartous et Lattaquié ou des postes frontalières avec le Liban, la Jordanie et l'Irak. La Russie a demandé plusieurs fois le retrait des troupes de ces zones, mais Maher al-Assad n'a jamais accédé à cette demande et a décliné l'invitation à se rendre sur la base russe de Hmeimim.

FRANCE Trahison pour la Chine : la DGSE ne met pas la main sur le magot

La Cour d'assises spéciale de Paris qui a condamné le 10 juillet pour trahison au profit de la Chine deux ex-agents de la DGSE, **Henri M.** et **Pierre-Marie H.** (📍 IOL n°857), à respectivement huit et douze ans de prison, a néanmoins rejeté la demande de dommages et intérêts émise par le service. Celle-ci, qui s'était portée partie civile via l'**Agence judiciaire de l'Etat** (AJE), représentée par l'avocat **Bernard Grelon**, souhaitait obtenir pas moins d'un million €. Le service de renseignement entendait notamment que les frais d'enquête qu'il a engagés dans cette affaire pour traquer ses deux anciens espions, estimés à environ 600 000 €, soient remboursés par ces derniers. La demande a été jugée

pour le moins inhabituelle par la cour d'assises spécialisée en matière militaire que présidait le juge **Laurent Raviot**, puisqu'elle a condamné au civil Henri M. et Pierre-Marie H. à verser un euro symbolique à l'Etat.

Les deux hommes, qui étaient notamment poursuivis pour "livraison d'information à une puissance étrangère", ont perçu un minimum de 360 000 € de la part de la Chine. Selon nos informations, les premières traces de ces versements ont été détectées fin 2015 par la DGSE, qui a poursuivi ses investigations jusqu'en 2017 lorsque le ministère des armées a décidé de dénoncer ces faits à la justice (📍 IOL n°807). Les deux hommes ont jusqu'au 30 juillet pour faire appel. ●

OTAN L'Alliance étoffe sa division de renseignement

La division **Joint Intelligence and Security** (JIS) de l'**OTAN** poursuit son renforcement en procédant à des recrutements. Elle vient d'intégrer le capitaine de vaisseau **Paul Massart**, issu de la marine nationale française, pour le poste de directeur de la stratégie et de la politique de sécurité et de renseignement.

Rattachée au siège de l'**OTAN** à Bruxelles, la JIS, fondée en 2017, doit renforcer les capacités d'analyse de renseignement de l'Alliance en matière de menaces hybrides et cyber, notamment en provenance de la Russie. En rassemblant de façon inédite des agents civils et militaires, cette structure entend créer une culture commune du renseignement et améliorer son partage au sein de cette mégastucture otanienne. La JIS est

dirigée, depuis décembre 2019, par l'Américain **David Cattler**, qui a été à la tête du département de contre-terrorisme de la **Defense Intelligence Agency** (DIA) après avoir mené une carrière d'officier au sein de la **Navy**. Washington est ainsi parvenu à saisir ce poste clé, occupé depuis sa création par le diplomate **Arndt Freytag von Loringhoven**, ex-numéro 2 du **BND**, le service allemand de renseignement extérieur.

En dépit de cette transformation de la structure de renseignement de l'**OTAN**, l'organisation pâtit toujours de lourdeurs bureaucratiques, de dissensions internes - notamment avec la Turquie - ainsi que de la frilosité des Etats membres à partager leurs renseignements issus de capteurs nationaux. ●

ÉTATS-UNIS/FRANCE/CHINE Washington salue la mise au diapason de Paris contre Huawei

Le conseiller américain à la sécurité nationale **Robert O'Brien**, qui a échangé avec son homologue britannique **Mark Sedwill** ainsi qu'avec d'autres responsables de la sécurité nationale français, italien, allemand et hollandais lors de sa visite à Paris mi-juillet, s'est montré satisfait du durcissement de la France face aux projets 5G de **Huawei**. Paris a annoncé, le 6 juillet, l'interdiction des équipements du géant chinois notamment dans les sites stratégiques, les lieux gouvernementaux ou les bases militaires.

Le gouvernement d'**Emmanuel Macron** prend néanmoins une position moins ferme

que celle de **Boris Johnson**, qui vient de bannir complètement Huawei du réseau 5G, mais plus résolue que le Canada, que Robert O'Brien a qualifié de "très accommodant" envers Pékin. Le pays est désormais le seul membre des **Fives Eyes** à ne pas imposer de restrictions à Huawei. Le Canada a d'ailleurs octroyé le 15 juillet à la firme chinoise de sécurité **Nuctech** un contrat pour équiper les ambassades.

A Paris, le conseiller américain a affirmé que les Etats-Unis étaient prêts à continuer à partager des renseignements avec leurs alliés, tant que ceux-ci feront le bon choix sur la 5G. ●

FRANCE

La DGSI revoit son lien avec l'université

La **Direction générale de la sécurité intérieure** (DGSI), dirigée par **Nicolas Lerner**, va supprimer dans les prochaines semaines son unité dédiée au monde de la recherche et de l'université. Une décision budgétaire qui va entraîner la réaffectation des quatre personnes qui constituaient cette petite unité.

RUSSIE

Les métaux rares classifiés par Poutine

Un décret présidentiel signé le mois dernier par **Vladimir Poutine** a fortement étendu la notion de "secret d'Etat" pour les minéraux. Désormais, le volume des réserves de minéraux comme le nickel, le cobalt, et tous les métaux des terres rares sont considérés comme un secret d'Etat, ainsi que leur volume de production dans le pays. Si la Russie ne produit et n'exporte que peu de métaux de terres rares - un marché dominé par la Chine -, le pays disposerait de réserves parmi les plus élevées au monde.

ALLEMAGNE

Nouvelle défaite des services contre les activistes de gauche

Après la décision du tribunal constitutionnel allemand du 20 mai dernier qui bloque une partie des interceptions internationales du **BND** (📍 IOL n°854), une nouvelle décision de justice affecte les services allemands de sécurité. Le 17 juillet, le même tribunal a publié une décision du 27 mai, qui affirme que la police et les services de sécurité comme le **BfV** ne peuvent demander les données personnelles aux fournisseurs d'accès internet. Pour la cour, cela va à l'encontre de l'autodétermination de ses données personnelles. Une révision légale sera donc nécessaire l'an prochain. La décision fait suite à la plainte de deux activistes du **Parti pirate**. A l'intérieur des services allemands, elle est vue comme une nouvelle victoire de la gauche radicale contre les instruments de renseignement. Et cela ne devrait pas s'arrêter : le député du parti **Die Linke Andrej Hunko** a mis en ligne début juillet un document du ministère fédéral de l'intérieur montrant le nombre d'observations et de contrôles effectués par les pays européens sur la base de données du système d'information Schengen (SIS II) - dans lequel la France apparaît comme le plus gros consommateur d'informations. La publication de ce document a entamé une nouvelle campagne de presse contre les systèmes de collecte des services allemands, régulièrement affectés par des fuites issues du Bundestag depuis l'affaire **Edward Snowden** (📍 IOL n°842). Et cette offensive de transparence apparaît aussi au niveau local : les services berlinois de sécurité voient comme une défaite la nouvelle loi passée par le lander de la capitale. Celle-ci précise que la police doit prouver qu'elle ne cible pas racialement des suspects avant d'enquêter sur eux.

Exclusif - A lire sur [Intelligenceonline.fr](https://intelligenceonline.fr)

Pékin place ses pions dans le jeu de la reconstruction syrienne

IRAN/PALESTINE Le Hamas mène une opération séduction auprès de Téhéran

Le chef du bureau politique du **Hamas**, **Ismail Haniyeh**, tente depuis le début du mois de juillet de resserrer les liens avec Téhéran dans le contexte de la potentielle annexion d'une partie de la Cisjordanie par Israël. Ainsi, le représentant du "Mouvement de la résistance islamique" à Beyrouth, **Ahmad Abdul Hadi**, a rencontré l'ambassadeur iranien au Liban, **Mohammed Jalal Firouznia**, le 2 juillet. Dans le même temps, l'instigateur du timide rapprochement entre le Hamas et l'Iran initié en 2017, **Salah al-Azouri** (📧 IOL n°793), continue de plaider pour la cause palestinienne depuis Beyrouth, où il est désormais exilé. Afin d'étoffer sa manœuvre de séduction, Haniyeh s'est également adressé aux alliés de Téhéran, le **Hezbollah** et les **Houthis**, en leur envoyant des missives les enjoignant à poursuivre leur

soutien aux Palestiniens. Le chef de file du Hamas a ainsi été récompensé le 6 juillet en recevant une lettre de l'**Ayatollah Khomeini** exprimant les liens d'amitié entre Téhéran et le groupe palestinien. La hache de guerre semble ainsi définitivement enterrée alors que l'Iran et le Hamas étaient en froid depuis 2012, du fait du refus de ce dernier de s'impliquer dans le conflit syrien aux côtés du régime de **Bachar al-Assad**.

Le Hamas entend ainsi diversifier ses soutiens face à d'autres pourvoyeurs conditionnant leur aide au maintien du calme dans l'enclave palestinienne, à l'image du Qatar. Distributeur d'aide humanitaire au sein de la bande de Gaza, ce dernier agit au travers du **Qatar Fund for Development** et ne lésine pas sur les moyens - il a encore débloqué 150 millions \$ au printemps. ●

CHINE La task force sécuritaire de Xi renforce son versant politique

Créée par **Xi Jinping** pour améliorer la réponse sécuritaire après la pandémie de **Covid-19**, la *task force* (TF) dédiée a formé le 6 juillet une nouvelle division consacrée à la sécurité politique. Signe de l'autorité de la puissante *Central Political and Legal Affairs Commission* (CPLAC), l'organe qui supervise les forces de sécurité du pays, cette branche sera supervisée par **Lei Dongsheng**, secrétaire-général adjoint de la CPLAC. **Guo Shengkun**, directeur de la CPLAC et ex-patron du ministère de la **Sécurité publique** (**Gonganbu**, 📧 IOL n°794), est déjà à la tête de la TF de Xi.

La nomination de **Lei Dongsheng**, un ancien du bureau de recherche du **Gonganbu**, intervient alors que Pékin a passé sa loi sur la sécurité à Hong Kong et d'y ouvrir une agence de sécurité (📧 IOL n°857). Cette division, qui a pour but de contrer les menaces d'ordre politique, s'ajoute à celle dédiée à la sécurité civile dirigée par **Lin Rui**, un ex-responsable cyber du **Gonganbu** (📧 IOL n°856), et à une troisième, consacrée à la surveillance des centres urbains et chapeauté par **Wang Hongxiang**, un ancien du bureau du procureur général devenu secrétaire général adjoint de la CPLAC. ●

LIBAN Le Hezbollah obtient le retour à Beyrouth de Kassem Tajeddine

L'ancien argentier du **Hezbollah**, **Kassem Tajeddine**, est rentré à Beyrouth le 8 juillet après que la Cour fédérale de Washington a ordonné sa libération anticipée le 27 mai, officiellement pour des raisons de santé liées aux risques du **Covid-19**. Comme annoncé par *Intelligence Online* (📧 IOL n°850), son retour au pays du Cèdre serait en réalité lié à la libération du citoyen américain **Ameral-Fakhoury**, prisonnier des geôles du Hezbollah jusqu'au 18 mars du fait de son rôle dans l'armée pro-israélienne du sud du Liban dans les années 80.

Les avocats de Tajeddine ainsi qu'**Abbas Ibrahim**, à la tête de la **Direction générale**

de la sûreté générale (DGSG), traditionnellement proche du camp chiite libanais (📧 IOL n°822), ont été à la manœuvre afin de négocier sa libération auprès des Etats-Unis où il purgeait depuis trois ans une peine pour financement du Hezbollah.

Ainsi, après une période de quarantaine, il a embarqué le 7 juillet à bord d'un appareil *Gulfstream* de la compagnie de charter privée **Journey Aviation**, avant de faire escale à Prague puis de rallier l'aéroport de Beyrouth le lendemain. Basée en Floride, *Journey Aviation* a été fondée en 2014 par **Fabian Bello**. ●

ÉTATS-UNIS

Le NCSC britannique, modèle pour la cybersécurité américaine ?

Les 26 juin et 1^{er} juillet, le sénateur indépendant **Angus King** et le représentant démocrate **James Langevin** ont présenté à leur assemblée respective des amendements au *National Defense Authorization Act* (NDAA) pour 2021. Reprenant des propositions clés de la *Cyberspace Solarium Commission* (CSC - 📧 IOL n°857), le texte prévoit d'étudier la création, au sein de la **Cybersecurity and Infrastructure Security Agency** (CISA), d'un centre intégré. Celui-ci pourrait être calqué sur son homologue britannique, le **National Cyber Security Centre** (NCSC), les parlementaires souhaitant que ce modèle soit envisagé. Les membres du congrès visent aussi à renforcer la coopération public-privé, qui mettrait à contribution la communauté du renseignement, notamment la **National Security Agency** (NSA). Celle-ci sera chargée de cogérer avec la CISA une plateforme de partage d'informations de *Threat intelligence* consultable par les opérateurs d'infrastructures critiques. Ce projet conforterait les liens existants entre la CISA et la NSA, via son *Cybersecurity Directorate* créé en octobre dernier (📧 IOL n°839).

IRAK

Faleh al-Fayad passe la main au Conseil à la sécurité nationale

Homme clé du dispositif sécuritaire irakien depuis plus de six ans (📧 IOL n°840), **Faleh al-Fayad** a cédé son poste à la tête du **Conseil à la sécurité nationale** le 17 juillet, au profit de **Qassem al-Araji**, ex-ministre de l'intérieur sous **Haider al-Abadi**. Al-Fayad, jugé trop proche de l'Iran, parvient à conserver la présidence du comité des **Hachd al-Chaabi** ("la Mobilisation populaire"). Le premier ministre **Mustafa al-Kazimi** ne s'est finalement pas risqué à l'y déloger, alors qu'il vient d'essuyer des revers en tentant de remettre de l'ordre dans l'organisation des **Kataeb Hezbollah**, milice puissante de la Mobilisation populaire. En dépit de ce maintien, al-Fayad se voit privé de la vision d'ensemble sur le renseignement irakien, augurant de son affaiblissement au sein de l'appareil sécuritaire.

ROYAUME-UNI

Au FCO, les sinologues arrivent aux postes clés

Sue Breeze a pris la tête d'un nouveau poste du **Foreign & Commonwealth Office** (FCO), la direction de la *Global Health*. Il s'agira de traiter les questions diplomatiques issues de la crise du **Covid-19**, dans laquelle la Chine figure au banc des accusés. Elle n'est pas la seule sinisante à monter en grade au FCO. Avant d'être nommé numéro 2 des ressources humaines du FCO le mois dernier, **Alex Pinfield** pilotait le Département Chine d'une direction du ministère. Il était auparavant un spécialiste des dossiers proche-orientaux (Syrie, Iran), notamment au secrétariat de la Sécurité nationale du *Cabinet Office*. La numéro 2 du Département Chine depuis juin, **Ann Snow**, a travaillé sur le dossier du nucléaire iranien et des questions antiterroristes. Le diplomate spécialisé sur l'Asie **Philip Kendall** devrait bientôt être amené à prendre un poste ayant trait à la question chinoise post-Covid-19.

Emirats arabes unis/Israël

ABOU DHABI VEUT ENTRAÎNER SES ALLIÉS SUR LE CHEMIN DE LA NORMALISATION AVEC ISRAËL

Alors que les Emirats arabes unis ont initié depuis plusieurs années un processus de normalisation avec Israël, les obligés d'Abou Dhabi suivent désormais leur parrain. Derrière ce rapprochement se cachent des intérêts économiques et sécuritaires.

Selon nos informations, le **Conseil de transition du Sud** (CTS), mouvement sécessionniste yéménite sponsorisé par les Emirats arabes unis, s'est récemment montré disposé à nouer des relations avec l'Etat hébreu, avec qui il entretiendrait actuellement des pourparlers secrets. Il en va de même pour **Khalifa Haftar**, à la tête de l'**Armée nationale libyenne** (ANL), à la recherche de nouveaux soutiens après ses revers successifs face au gouvernement d'union nationale de **Fayez**

Sarraj soutenu par la Turquie. Le canal d'échange entre Haftar et Tel Aviv dure déjà depuis deux ans, comme s'en était fait l'écho *Intelligence Online* (📍 IOL n°805). Les Palestiniens proches de **Mohamed Dahlan**, principal conseiller sécuritaire de **Mohamed bin Zayed al-Nahyan**, le prince héritier d'Abou Dhabi (📍 IOL n°844), sont eux aussi acquis à la cause d'une régularisation des relations avec Israël.

Ces rapprochements interviennent alors qu'Abou Dhabi médiate ses liens avec Israël à la faveur de la crise du **Covid-19**. En effet, des avions de la compagnie émiratite **Ethihad** ont foulé de façon inédite le tarmac de l'aéroport Ben Gourion les 20 mai et 9 juin, chargés d'aide humanitaire à destination de la Cisjordanie. L'**Autorité palestinienne** (AP) a néanmoins refusé ces secours médicaux, alléguant qu'ils avaient été acheminés en coordination exclusive avec Israël.

Derrière cet affichage, Abou Dhabi entend profiter de cette reconnaissance tacite de l'Etat hébreu afin de conclure de nouveaux contrats dans le domaine de la cybersécurité, à l'image de l'accord du 20 juin dernier destiné à étoffer la recherche conjointe dans le contexte de l'épidémie actuelle. Les contrats précédemment conclus auraient déjà valu, pour l'année 2019, plus de 4 milliards \$. Enfin, cette normalisation n'est pas exempte de motivations sécuritaires plus classiques. Israël et les Emirats arabes unis espèrent ainsi conjointement constituer un *continuum* face à l'Iran et à son influence au Machrek. ●

FOCUS

UN LONG PROCESSUS DE NORMALISATION INITIÉ AU TRAVERS DES CONTRATS D'ARMEMENTS

Entamées dès 2007, les relations entre Israël et Abou Dhabi ont été discrètement entretenues par l'arrivée d'hommes d'affaires israéliens dans l'Emirat. Opérant depuis les Etats-Unis ou la Suisse, **Mati Kochavi** (📍 IOL n°590) a été un pionnier en la matière à partir de 2009, en fournissant à l'émirat des technologies de sécurité pour la protection de ses frontières, notamment au travers de la société suisse **AGT** (📍 IOL n°656). En 2013, le diamantaire sud-africain **David Hirschowitz** a opéré pour le compte de **Rafael** à Abou Dhabi (📍 IOL n°694). A partir de 2015, **David Meidan** (📍 IOL n°734), agent du **Mossad** pendant trente ans, a pris le relais en proposant les services de sa société de conseil, **David Meidan Projects**, notamment pour le compte du spécialiste des interceptions **NSO Group**. Et ce, en partenariat avec **Mohamed Dahlan** (📍 IOL n°816). L'ancien directeur d'**Aeronautics Defense Systems** (ADS), **Avi Leumi** (📍 IOL n°734), a également investi la place d'Abou Dhabi au cours de la même période. Cette société de drones ADS centralise d'ailleurs depuis 2017 les contacts en matière de contrats d'armements entre Tel Aviv et Abou Dhabi (📍 IOL n°784).

SYRIE/FRANCE/ÉTATS-UNIS Comment le Caesar Act menace les opérations de l'ONG pro-Damas SOS Chrétiens d'Orient

Alors que SOS Chrétiens d'Orient conduit des actions humanitaires en étroite relation avec le régime de Damas, les nouvelles sanctions américaines pourraient entraver ces opérations. D'autant qu'Asma al-Assad, à la manœuvre en matière humanitaire, est désormais visée.

Selon nos informations, le nouveau régime de sanctions américaines entré en vigueur le 17 juin, le **Caesar Act** (📍 IOL n°857), pourrait cibler en premier lieu l'organisation française **SOS Chrétiens d'Orient** quant à la conduite de ses activités syriennes.

Connue pour œuvrer exclusivement dans les zones contrôlées par le régime

de Damas en entrant sur le territoire par le poste-frontière libanaise de Masnaa, cette ONG ne fait pas mystère de sa proximité avec les autorités syriennes. Ainsi, afin d'opérer au profit des communautés chrétiennes du pays du Levant, l'organisation créée par **Benjamin Blanchard** et **Charles de Meyer** en 2013 se soumet entièrement au protocole imposé par le clan de **Bachar al-Assad**. Car en matière humanitaire - comme, de façon croissante, dans d'autres secteurs (📍 IOL n°854) - c'est la première dame, **Asma al-Assad**, qui est à la manœuvre. Toute ONG souhaitant entrer en Syrie doit en effet émettre une demande auprès de la **Syria Trust Association**, l'œuvre caritative dirigée par Asma al-Assad, qui centralise et valide les potentielles actions humanitaires sur le territoire.

SOS Chrétiens d'Orient travaille ainsi depuis plusieurs années main dans la main avec l'œuvre de la première dame syrienne, avec qui un centre communautaire avait notamment été inauguré à Alep en mars 2019.

Or, Asma al-Assad, ainsi que l'ensemble des entités qui lui sont liées, figure tout en haut de la liste des individus ciblés par le **Caesar Act**, le nouveau cadre juridique qui régit les sanctions américaines sur le régime syrien. Et la **Syria Trust Association** traite directement avec la branche syrienne de la banque libanaise **Byblos Bank** dans laquelle le cousin de Bachar al-Assad, **Rami Makhoul** (📍 IOL n°854) détient des parts. Ce dernier figure quant à lui sur la liste rouge américaine depuis 2008. Contacté par *Intelligence Online*, le Trésor américain confirme que tout

organisme, même non américain, entrant en relation avec un individu désigné pourra lui-même se voir sanctionner par l'**Office of Foreign Assets Control** (OFAC), en charge de l'application des sanctions internationales imposées par les Etats-Unis.

SOS Chrétiens d'Orient, qui compte dans ses rangs plusieurs membres de l'armée française, voit ainsi ses activités potentiellement menacées en Syrie, où l'ONG agit sans protection consulaire du fait de l'absence de représentation française. Cette ombre sur les opérations de l'organisation humanitaire intervient au moment où cette dernière, qui opère également au Liban, en Jordanie et en Irak, est déjà en mauvaise posture après la prise en otage de quatre de ses membres en début d'année 2020 dans la capitale irakienne. ●

Arabie saoudite/Turquie/États-Unis

ALLIANCE TURCO-AMÉRICAINNE POUR DOTER RIYAD DE DRONES ISR

Alors que les deux pays n'ont pas pris les mêmes options sur les terrains régionaux (Syrie, Libye), les industriels turcs spécialisés dans les drones intéressent au plus haut point les décideurs saoudiens. Et ce, avec l'étroite coopération de Washington.

Outre sur les dossiers libyen et syrien (📍 IOL n°857), Washington et Ankara se rapprochent également pour conquérir le marché saoudien de drones. Ainsi, le groupe local **Intra Defense Technologies**, parrainé de près par le cabinet du prince héritier **Mohamed bin Salman**, apparaît comme le principal partenaire des industriels turcs dans le domaine à Riyad. Présidée par l'homme d'affaires **Salman Bin Nasser Abu-Habib Al-Shathry**, dont le père, **Nasser Abu-Habib Al-Shathry**, a longtemps été conseiller du roi **Salman bin Abdelaziz** et de plusieurs de ses prédécesseurs, Intra a été la première société à disposer d'un agré-

ment de la **General Authority for Military Industries** (GAMI, 📍 IOL n°846) pour produire des drones dans le pays, dès la fin 2019. C'est notamment chez Intra que sont partis travailler les nombreux Sud-Africains spécialistes de ce secteur, pour la plupart issus de **Denel**, qui ont été recrutés à prix d'or par Riyad.

Argument de poids des industriels turcs : leurs équipements sont **ITAR-Free**, c'est-à-dire qu'ils échappent aux réglementations américaines, tout en restant interopérables. Les industriels américains ont longtemps perdu des parts de marché sur ce segment dans le Golfe, du fait d'une réglementation limitant les exports (📍 IOL n°730). Aujourd'hui, Washington a trouvé un moyen de rester impliqué dans les visées turques à Riyad. Car Intra a créé fin 2019 une coentreprise de drones avec la société turque **Esen**, **ESEN Saudi**. Or Esen n'est autre que la filiale en Turquie du groupe américain **Sierra Nevada Corp** (SNC), fondé et dirigé par l'ingénieur **Fatih Ozmen**, et son épouse **Eren Ozmen**, citoyens turcs résidant aux États-Unis. SNC est le prestataire privilégié en matière d'ISR des forces spéciales et du renseignement américain (📍 IOL n°675) - notamment au-dessus du ciel libyen, l'autre dossier où Ankara est en pointe avec Washington. SNC vend déjà en direct à Riyad : c'est ce groupe qui assure la livraison de deux **Beechcraft** dotés du *nec plus ultra* en matière d'ISR à la **Royal Saudi Air Force** (RSAF) pour ses opérations au Yémen (📍 IOL n°817). ●

FOCUS

ESEN N'EST PAS SEUL

Signe supplémentaire de rapprochement turco-saoudien, en pleine crise du **Covid-19**, la société **Vestel** a scellé un accord estimé à 200 millions \$ avec Riyad pour coproduire dans le pays des drones **Medium Altitude Long Endurance** (MALE) **Karayel**. Filiale du conglomérat **Zorlu Holding**, Vestel s'est associé localement, en sus d'Intra, avec **Advanced Electronics Company** (AEC), le groupe acquis par l'entreprise parapublique **Saudi Arabian Military Industries** (SAMI) l'année dernière. Des drones **Karayel** équipés de boules optroniques **Wescam** ont déjà été vendus en 2017 sur étagères à la RSAF, qui les utilise notamment au Yémen.

BABTAIN, L'AUTRE ATOUT TURC

L'agent bien connu **Omar bin Ali bin Omar Babtain**, à la tête d'une galaxie de sociétés chapeautée par **Omar Ali Babtain & Bros Co.**, dit **Alomba Group**, et par **Pedco**, fait figure de relais historique des industriels turcs de défense à Riyad. Il est proche de **Ahmet Calik**, le patron de **Calik Holding**, un conglomérat présent dans la finance, l'énergie et les télécoms, qui pèse plusieurs milliards d'euros. Calik est aussi proche de la présidence turque. Babtain a longtemps été dans les meilleurs termes avec **Ersat Hurmuzlu**, un Turkmène qui a été le conseiller spécial pour la politique étrangère du président **Recep Tayyip Erdogan**. Aujourd'hui, l'agent saoudien s'est rapproché de l'italien **Fincantieri** à Riyad. Rome est un allié de poids d'Ankara dans le dossier libyen (📍 IOL n°856). ●

ÉTATS-UNIS/ROYAUME-UNI/CHINE IPAC, 5G Action Now : républicains américains et conservateurs britanniques unis contre Pékin

Les groupes de pression comme l'**Inter-Parliamentary Alliance on China** (IPAC) et **5G Action Now** se multiplient pour contrer l'influence de Pékin.

Lancée en grande pompe en juin, l'**Inter-Parliamentary Alliance on China** (IPAC), qui se présente comme une alliance de députés soucieux de la situation des droits de l'homme en Chine (📍 IOL n°857), est, selon nos informations, particulièrement proche du *think-tank* néoconservateur la **Henry Jackson Society** (HJS).

Portée par son coordinateur **Luke de Pulford**, membre de la commission des droits de l'homme du Parti conservateur britannique, l'IPAC s'est associée à **Sam Armstrong**, responsable de la communication de la HJS, pour porter ses messages.

Connue pour ses positions clivantes sur l'immigration et sur l'islam, la HJS est aussi réputée pour sa difficulté à communiquer la liste de ses donateurs. Aux États-Unis, elle compte parmi eux la **Libitzky Family Foundation** du promoteur **Moses Libitzky** ou encore la **Milstein Family Foundation** de l'investisseur immobilier **Adam Milstein**. Ces familles figurent aussi parmi les contributeurs de l'**American Israel Public Affairs Committee** (AIPAC), le lobby pro-israélien de Washington. Au Royaume-Uni, la HJS peut compter sur l'**Atkin Charitable Foundation** de l'homme d'affaires **Edward Atkin**, un donateur des Tories, ou le **Bernard Lewis Family Charitable Trust** de l'homme d'affaires **Bernard Lewis**. Ce dernier fonds donne aussi au **Centre for Social Justice**, le *think-tank* cofondé par l'ex-chef des conser-

vateurs **Iain Duncan Smith**, qui est aujourd'hui coprésident de l'IPAC.

Les rapports médiatisés par l'IPAC sont portés par le réseau de députés membres de l'organisation, notamment le sénateur républicain **Marco Rubio**, président du **Senate Select Committee on Intelligence** (SSCI).

On retrouve la trace de Marco Rubio dans l'offensive anti-Pékin d'un autre groupe, **5G Action Now**, tout entier concentré à contrecarrer les plans d'implantation des technologies 5G de **Huawei** dans le monde. Son ancien chef de cabinet, **Cesar Conda**, qui émarge aujourd'hui au sein du cabinet **Navigators Global**, en est aujourd'hui l'un des lobbyistes attitrés. Il travaille sur ce dossier en tandem avec **Andy Keiser**, ancien chef de cabinet de **Mike Rogers**, l'ex-président républicain du **House Permanent Select Committee**

on **Intelligence** (HPSCI) qui n'est autre que l'actuel président de **5G Action Now**.

Celui-ci est déjà venu en juin mettre en garde les députés de la commission de défense sur la sécurité de la 5G de Westminster contre l'ingérence de Huawei. Et ce, au moment où le premier ministre **Boris Johnson** vient de baisser la participation du groupe chinois dans les infrastructures du pays.

Dans son offensive, **5G Action Now** est accompagné par **Bulldog Compliance**, division de la société spécialisée dans le financement des campagnes politiques **Red Curve Solutions**. Dirigée par **Bradley Crate**, Red Curve a assuré la trésorerie de la campagne de Donald Trump en 2016. L'un de ses principaux clients est le **Republican National Committee** (RNC). ●

ISRAËL/SINGAPOUR **Speardome, nouveau poisson-pilote de Rafael à Singapour**

Se positionnant avec retard dans le cyber singapourien, **Rafael**, le groupe de défense parapublic israélien, veut combler rapidement son retard avec **Speardome**. Fondée formellement l'été dernier, cette discrète filiale est entrée en phase active de recrutement et de démarchage commercial. Son directeur technique est **Wally Lee**, un vétéran de la cyber-sécurité de la cité-Etat.

Mais les administrateurs de Speardome sont les discrets **Amir Burstein**, **Eliezer Ben Meir** et **Doron Horesh**, représentants de Rafael à Singapour. Ce dernier est aussi administrateur de **Smart Systems**, une coentreprise entre Rafael et **ST**

Engineering, le groupe technologique parapublic singapourien.

Speardome pourra ainsi venir postuler aux contrats de la nouvelle entité locale dédiée au cyber-renseignement, la **Home Team Science and Technology Agency (HTX)**, lancée en grande pompe en toute fin d'année dernière (Q IOL n°843).

Singapour est devenu depuis plusieurs années la base avancée des industries israéliennes actives dans la cyberdéfense. Non seulement les autorités locales ont multiplié les signatures de contrats de cyber-renseignement (Q IOL n°841), mais elles favorisent aussi l'établissement de sociétés locales. ●

ROYAUME-UNI **Philip Hammond devient enfin consultant de Riyad**

Déjà à son aise avec l'Arabie saoudite lorsqu'il était ministre des affaires étrangères et chancelier de l'échiquier, **Philip Hammond** est devenu officiellement début juillet conseiller du ministre saoudien des finances, **Mohamed al-Jadaan** (Q IOL n°770), pour l'organisation du **G20**, qui doit se tenir du 21 au 22 novembre. Il se fait rémunérer via son petit cabinet personnel, **Matrix Partners**, fondé en début d'année avec sa femme. En Arabie, Hammond est notamment proche du clan **Bin Mahfouz** (Q IOL n°742), qui a connu son heure de gloire sous le roi **Abdallah bin Abdelaziz**.

Hammond est en parallèle, depuis 2019, conseiller de la start-up *fintech* **OakNorth Bank**, dont le principal actionnaire est le **Softbank Vision Fund**, largement alimenté par le fonds souverain saoudien **Public Investment Fund (PIF)**.

OakNorth est également conseillé par **Francis Maude**, lord **Maude of Horsham**, qui a recruté en parallèle Hammond pour son propre cabinet, **FMA Partners**, spécialisé dans le conseil aux Etats (Oman, Bahreïn, Lesotho, etc. Q IOL n°852).

Décidément intéressé par les *fintechs*, Hammond est aussi, via **Matrix**, conseiller d'**Apidae**, le cabinet de conseil d'**Al Lukies**, l'ambassadeur d'affaires du premier ministre **Boris Johnson** dans le secteur. Lukies pilote en parallèle sa société de paiement **Pollinate International**. Enfin, Hammond est aujourd'hui conseiller de la grande banque japonaise **Nomura**, du groupe d'emballage **Ardagh Group** ainsi que du fonds d'investissement spécialisé dans l'énergie **Buckthorn Partners**, piloté par deux proches, **Mark Chaichian** et **Colin Moynihan**, un ancien sous-secrétaire d'Etat à l'énergie de **Margaret Thatcher**. ●

AUSTRALIE **PwC mobilisé pour mener la guerre en ligne de Canberra**

Selon nos informations, le *Department of Defence* australien a confié, le 25 juin, à **PricewaterhouseCoopers (PwC)** un contrat de conseil pour un projet d'accroissement de la main-d'œuvre cyber de l'**Australian Defense Force (ADF)**. Ce partenariat vise spécifiquement à assister l'**Information Warfare Division (IWD)**, l'unité créée en 2017 en charge des activités cyber de l'ADF tant en matière de collecte d'information que de lutte d'influence en ligne.

Ce contrat de PwC intervient alors que l'Australie affiche une volonté marquée de se cybermuscler, notamment à la suite de la cyberattaque d'ampleur attribuée à un acteur étatique, vraisemblablement la Chine, qui a visé le pays fin juin. La mise à jour du plan stratégique et du plan de structure des forces pour 2020, publiée le 1^{er} juillet, prévoit ainsi d'allouer 15 milliards \$ au cours de la prochaine décennie aux capacités cyber de l'ADF via, entre autres, des investissements dans l'IWD. ●

ROYAUME-UNI

Poffley, du MoD à Northrop Grumman

Mark Poffley, le *Deputy Chief of Defence Staff* du ministère britannique de la défense (MoD) jusqu'à 2019 et désormais à la tête de son petit cabinet **MPP Advisory**, a déjà pris trois contrats de consultance : avec le géant américain de la défense **Northrop Grumman**, le groupe de logistique **KBR** - deux fournisseurs majeurs du ministère de la défense - et le cabinet de conseil **Boston Consulting Group (BCG)**.

FRANCE

Tikehau, privé du fonds de défense, se sépare de Fillon

La société de gestion choisie par la **Banque publique d'investissement (BPI)** pour piloter le futur fonds d'investissement dédié à la défense devrait être **Eurazeo**. Elle a remporté la mise face à **Tikehau Capital**, qui avait longtemps porté le projet. Tikehau s'est aussi séparé en ce début d'été de son associé-star, l'ex-premier ministre **François Fillon**, condamné à deux ans de prison ferme le 29 juin pour "détournement de fonds publics", décision contre laquelle il a interjeté appel.

ROYAUME-UNI

Neil Quilliam lance un nouveau cabinet de conseil sur le Golfe

Ex-conseiller du **Foreign & Commonwealth Office (FCO)** sur les questions énergétiques au Proche-Orient, **Neil Quilliam** a créé début juillet son cabinet de conseil sur la région, **Azure Strategy**. Il conseille déjà le **King Faisal Center for Research and Islamic Studies**, le centre de bienfaisance parrainé par **Khalid al-Faysal**, le gouverneur de La Mecque. Quilliam dirigeait jusqu'à présent **Castlereagh Associates**, le cabinet de conseil d'**Adel Zaid al-Toraifi**, l'ex-ministre saoudien de la culture, qui a longtemps siégé au conseil du **Saudi Research and Marketing Group (SRMG)**, le groupe de médias du clan du roi **Salman bin Abdelaziz**. Quilliam fonde Azure avec **Alice Gower**, ex-consultante du FCO spécialisée sur l'Afrique du Nord, et l'analyste **Rachna Uppal**, avec qui il travaillait déjà chez Castlereagh.

ÉTATS-UNIS

Le vétéran du GEOINT Gil Klinger roule en solo

Vice-président des programmes spatiaux et de renseignement de **Raytheon** depuis 2017, **Gil Klinger** vient de lancer son cabinet de conseil, **Klinger Associates**, en Virginie, pour continuer à conseiller des groupes intéressés par ces contrats. Klinger est un ancien spécialiste du renseignement géospatial (GEOINT), passé notamment par le **National Reconnaissance Office (NRO)**. Sous **George W. Bush**, il avait été le directeur de la politique spatiale du **National Security Council (NSC)**.

A lire sur [Intelligenceonline.fr](https://intelligenceonline.fr)

Le cas Peker remet le Monténégro sur la carte de la diplomatie d'Erdogan

ROYAUME-UNI Ménage juridique d'ampleur chez Hakluyt

Le mois dernier, la société de renseignement d'affaires **Hakluyt** a procédé à une simplification organisationnelle d'ampleur. *Exit* la holding **Holdingham Group** qui chapeautait le groupe ainsi que les filiales thématiques, comme **Hakluyt Cyber**, pourtant fondée il y a seulement cinq ans (📍 IOL n°760) : toute l'entreprise est aujourd'hui pilotée par la société **Hakluyt & Company**.

Cette simplification a été portée par le nouveau PDG **Varun Chandra**, l'ancien patron de l'antenne new-yorkaise (📍 IOL n°833), où Hakluyt continue de porter son effort commercial. En plus de nouveaux conseillers

américains (📍 IOL n°834, 📍 IOL n°822), le groupe d'enquêtes commence à récupérer de prestigieux contrats. Comme il le fait déjà pour de nombreuses institutions de l'establishment londonien (**British Museum**, **Royal Academy of Arts**, **Royal Opera House**), il conseille depuis juin l'**American Ballet Theatre** (ABT). Au conseil consultatif de celui-ci va d'ailleurs désormais siéger l'employé d'Hakluyt à New York **Keith Lieberthal** (📍 IOL n°838). Celui-ci est à la ville le mari de l'actrice **Julianna Margulies**, héroïne de *The Good Wife*, l'une des rares séries mettant en scène des enquêteurs privés. ●

ÉTATS-UNIS/LIBAN/UKRAINE Difficultés pour les contrats d'audit politique de Kroll

Le psychodrame en cours à Beyrouth quant au potentiel audit de la **Banque du Liban** (BdL) illustre la difficulté du positionnement sur les contrats d'enquête financière pour les gouvernements. Après avoir été désigné comme auditeur par le gouvernement (📍 IOL n°852), **Kroll** s'est fait évincer fin juin, potentiellement au profit de **FTI Consulting**, sous des prétextes des plus fallacieux. La réalité reste qu'au Liban, absolument aucune des parties prenantes n'a intérêt à soulever le couvercle de la BdL, trésorerie commode de tous les partis du pays depuis trente ans.

Cela fait plusieurs années que Kroll se positionne sur ce marché des audits aux Etats, jusque-là trusté par les **Big Four**. Certes rémunérateurs et visibles, ces contrats exposent le cabinet au plus haut niveau. Ainsi, à Kiev, le gouverneur de la **National Bank of Ukraine**

(NBU), **Yakiv Smolii**, a démissionné le 1^{er} juillet sur fond de guerre contre l'oligarque **Igor Kolomoisky**. Smolii avait soutenu les résultats de l'audit de Kroll sur la **PrivatBank**, l'ex-proprété de Kolomoisky passée aux mains de l'Etat en 2016. Le groupe d'enquête avait conclu que ce dernier avait détourné plus de 5 milliards \$ d'avoirs de la banque. Les batailles ukrainiennes de Kroll ne sont sans doute pas terminées : la société a été mandatée l'année dernière par l'Etat pour un audit sur le conglomérat public de défense **Ukroboronprom** (📍 IOL n°826). Un autre chantier anti-corruption d'ampleur...

Kroll a pu entrer sur ce marché par les contrats pilotés par le **Fonds monétaire international** (FMI), comme celui de l'audit de la **National Bank of Moldova** (NBM) ou celui sur les sociétés étatiques mozambicaines (📍 IOL n°771). ●

ÉTATS-UNIS Alethea vise le marché de la lutte contre les fake news de campagne

L'ancienne analyste senior de la **CIA** pendant dix ans **Cindy Otis** a rejoint mi-juillet la société **Alethea Group** ("vérité" en grec) en tant que vice-présidente en charge de l'analyse. Créée l'année dernière, Alethea se positionne sur un secteur en plein essor : l'enquête sur les *fake news*, en particulier pendant les campagnes électorales. Nul doute que le Parti démocrate scrutera avec intérêt les capacités de la société, fondée et dirigée par **Lisa Kaplan**, une ancienne conseillère de la candidate démocrate malheureuse de la présidentielle **Amy Klobuchar**, ainsi que du sénateur démo-

crate **Angus King**. En parallèle, Lisa Kaplan a fait des allers-retours chez **PricewaterhouseCoopers** (PwC), où elle travaillait sur un contrat du Département d'Etat.

Depuis son départ de la CIA en 2017, Cindy Otis a notamment dirigé le département de l'analyse de la société de cyberinvestigations **Nisos**, tout en écrivant un livre, *True or False: A CIA Analyst's Guide to Identifying and Fighting Fake News*. Depuis mai, elle est également **Non-Resident Fellow** du **Digital Forensic Research Lab** (DFRL), le laboratoire consacré au sujet de l'**Atlantic Council**. ●

CANADA/ROYAUME-UNI/ÉTATS-UNIS

BC Partners, d'Acuris à GardaWorld

L'acquisition de la société américaine de gestion des risques **WorldAware**, conclue le 10 juillet, par le groupe canadien **GardaWorld**, a pu se réaliser grâce au soutien de son actionnaire majoritaire, **BC Partners**. En octobre, le fonds a acquis pour 5,2 milliards \$ 51% des parts de GardaWorld vendues par **Rhône Capital**. **Stéphane Crétier**, le PDG, dispose de 49% des parts. Chez BC, le dossier est piloté par **Paolo Notarnicola**, un ancien de **Lazard** et de **KKR**. L'investissement dans le groupe canadien est intervenu six mois après que BC a revendu la majorité de ses actions dans le groupe de traitement de l'information **Acuris** - propriétaire de la société de renseignement d'affaires **Blackpeak** (📍 IOL n°827) - au fonds **ION Investment Group**. BC Partners est de longue date intéressé par les groupes de sécurité et de renseignement : le fonds a tenté à plusieurs reprises d'acquiescer **Kroll** (📍 IOL n°616, 📍 IOL n°570). GardaWorld veut faire opérer sa nouvelle filiale **WordAware** conjointement avec son autre entité **Crisis24** (📍 IOL n°855).

ROYAUME-UNI

Aperio s'appuie sur un vétéran du renseignement d'affaires

Aperio Intelligence, la jeune société d'**Adrian Ford**, ex-responsable de **Business Intelligence Unit** du bureau londonien de la firme d'audit **KPMG** (📍 IOL n°753), vient de s'adjoindre les services d'un vétéran bien connu du secteur du renseignement d'affaires britannique pour piloter ses enquêtes, **Paul Doran**. Passé par **Control Risks Group** (CRG) et **Blue Hackle**, Doran a ensuite travaillé comme directeur de la sécurité de grands groupes comme **Mondelez**, **Novartis**, et plus récemment **Telenor**, le groupe télécom norvégien en première ligne face aux offensives de renseignement venues de Moscou (📍 IOL n°806).

ROYAUME-UNI

Asquith revient par la grande porte chez Macro Advisory

Sitôt terminée sa mission - entamée en 2016 - de **High British Commissioner** en Inde, **Dominic Asquith** a rejoint en tant qu'associé le cabinet de conseil stratégique **Macro Advisory Partners** de **Nader Mousavizadeh**. Issu d'une prestigieuse lignée de diplomates (📍 IOL n°820), Dominic Asquith revient dans un cabinet dont il était déjà membre en 2013. Il va pouvoir refaire profiter MAP de son expertise libyenne, bâtie sur son passage comme ambassadeur britannique à Tripoli en 2011-2012, puis comme consultant de plusieurs groupes libyens, comme **Tatweer Research**, **Libya Holdings Group**, **Tamweel Capital** ou encore la **Libyan British Business Council** (LBBC). Il a été aussi consultant pour **Group DF**, la holding de l'oligarque ukrainien **Dmitry Firtash**, qui emploie son frère **Raymond Asquith**, ex-chef de station du **Secret Intelligence Service** (SIS, ou **Mi6**) à Moscou puis à Kiev (📍 IOL n°753). Entre 2013 et 2016, Dominic Asquith a été membre du **Board of Trustees** de l'**Institute of Statecraft** (IoS), l'organisme parapublic créé par Londres pour lutter contre les opérations d'influence en ligne de Moscou (📍 IOL n°821).

- Due Diligence -

CORÉE DU SUD Séoul se dote d'un nouvel incubateur de start-ups de défense

Cho Dongyoun, une ancienne militaire connectée à Paris, pousse aujourd'hui le Future Defense Technology and Entrepreneurship Center, le nouveau centre dédié de la Seokyeong University.

La **Seokyeong University**, à Séoul, a lancé mi-juin son nouveau **Future Defense Technology and Entrepreneurship Center**, avec pour objectif de donner une impulsion au secteur de la défense. Le centre soutiendra les start-ups dans le domaine. Il est dirigé par **Cho Dongyoun**, une ancienne militaire passée par la **Defense Security Agency (DSA)**, l'agence chargée du renseignement électromagnétique (SIGINT).

Cette dernière était, jusqu'en mai, directrice à Séoul de **Starburst Aerospace**, l'incubateur dédié aux start-ups de l'aéronautique et du spatial dirigé par **François Chopard**, un ancien d'**Airbus** et de l'**US**

Air Force. Cho Dongyoun a recruté pour le nouveau centre deux de ses anciens collaborateurs de Starburst, **Lee Kyungtaeck** et **Kim Seungyung** (voir ci-contre). Elle affirme s'apprêter à lancer sa propre firme de défense, **New Defense**, dans les mois qui viennent, tout en conservant des liens avec Starburst.

Cho Dongyoun a un profil des plus stratégiques pour Séoul : ancienne officier de renseignement, période à laquelle elle était basée en Irak, elle a participé en 2015 à l'élaboration de la stratégie cyber de la DSA, pour laquelle elle avait auparavant supervisé le volet consacré au SIGINT. Elle a de plus travaillé sur la Chine et la Corée du Nord au sein du ministère des affaires étrangères ainsi que sur la politique américaine dans la région au ministère de la défense, avant de rejoindre, en 2019, le **Korea Army Research Center for Future and Innovation**, le *think-tank* de l'armée de terre établi un an auparavant. ●

LES FOURNISSEURS

CHO DONGYOUN

En plus de ses activités au sein du Future Defense Technology and Entrepreneurship Center, Cho Dongyoun siège, en parallèle, au conseil consultatif du salon de défense **DX Korea** et est directrice des opérations de **K-Startup Grand Challenge**, un programme d'accélérateur financé par le gouvernement coréen.

Au sein du nouveau centre, son équipe sera renforcée par deux anciens de Starburst. Lee Kyungtaeck est un ancien officier du renseignement devenu instructeur militaire. Il a passé trois mois chez Starburst avant de rejoindre le nouvel incubateur en tant que chercheur. Kim Seungyung, lui aussi responsable de **K-Startup Grand Challenge**, est également chercheur au nouveau centre.

Surveillance & Interception

LES FOURNISSEURS

BLACKHORSE SOLUTIONS

Herndon. Dirigée par l'ancien vice-président exécutif des entreprises de défense **ManTech** et **CACI International**, **Mike Kushin**, BlackHorse se présente sur son site particulièrement offensif sur ses compétences cyber, affirmant pouvoir pénétrer des infrastructures militaires.

Outre ses capacités offensives, BlackHorse commercialise des services de cybersécurité comme des tests d'intrusion (*pentests*), des audits de sécurité, de la *threat intelligence* et des solutions de réponses à incident. Depuis 2018, l'entreprise travaille régulièrement avec les agences fédérales américaines grâce à un contrat-cadre avec le **General Services Administration (GSA)** pour des solutions de formations et le développement d'outils de cybersécurité sur mesure.

ÉTATS-UNIS Le formateur en guerre de l'information BlackHorse se veut plus offensif

Assistée par un conseil consultatif de conseillers politiques de premier plan, l'entreprise BlackHorse Solutions est devenue l'allié des unités les plus sensibles de l'armée américaine en matière de guerre de l'information.

BlackHorse Solutions (ex-**White Canvas Group**) est venu s'ajouter le 14 juillet à la liste des concurrents pour le contrat-cadre de recherche et développement **Agile Cyber Technology (ACT3)** de l'**Air Force Research Laboratory (AFRL)**, qui vise notamment à développer des solutions cyber offensives pour l'armée et le renseignement américains (Q IOL n°858).

BlackHorse est de plus en plus choyé par l'AFRL, qui lui a déjà confié en un an deux contrats de recherche et développement, dont un visant à développer des outils de cyber-offensive et de guerre électronique.

La firme s'est fait un nom en assistant certaines des unités les plus sensibles de l'armée américaine, comme l'**US Special Operations Command (USSOCOM)** ou l'**Air Force Special Operations Command (AFSOC)**,

essentiellement pour des formations afin de réduire leurs empreintes électroniques ou de l'analyse *big data*. Mais BlackHorse dispose également de capacités plus opérationnelles de renseignement en source ouverte (OSINT) et de cyber-offensive. Elle propose notamment d'évaluer l'efficacité de cyber-outils pour la réussite d'une mission donnée.

En acquérant en 2019 la société **Amp+ Corporation**, BlackHorse a de plus étendu ses activités au-delà de la question cyber en obtenant des compétences en guerre électronique. La société a ainsi ajouté à son catalogue le logiciel **Galileo** qui permet, via de l'apprentissage automatique, de détecter les communications radios tactiques sécurisées par saut de fréquence et de déduire les différentes fréquences utilisées.

Cette ascension de BlackHorse, créée en 2008 par Tim Newberry et dans laquelle **Razor's Edge Ventures**, le fonds piloté par l'ancien directeur du **Counterterrorism Center** de la **CIA**, **Joseph Cofer Black** (Q IOL n°815), a investi, est soutenue par son conseil consultatif d'anciens haut gradés et de conseillers politiques américains passés dans le privé, comme **Craig Nixon** et **Melissa Hathaway**. ●

Exclusif - A lire sur Intelligenceonline.fr

Etats-Unis - Assured Information Security repart à la conquête du contrat-cadre ACT

Abonnement annuel

L'édition bimensuelle (en ligne et PDF)

- Les enquêtes complémentaires
- La collection *Insiders*
- Les archives depuis 1992

Demander un devis personnalisé

Découvrir nos offres

INTELLIGENCE ONLINE est édité tous les 15 jours depuis 1980, en français et en anglais, par **Indigo Publications**

- Directeur de publication: **Maurice BOTBOL** ► Rédacteur en chef: **Pierre GASTINEAU**
- Journalistes: **Fanny ALARCON**, **Jenny CHE** et **Geoffroy PELLEVOIZIN**
- Contact: RedactionIOL@indigo-net.com ► Tél: +33 1 44 88 26 06

© Indigo Publications - Reproduction et diffusion interdites sans autorisation écrite.
ISSN: 1635-9038 ► Publié sur www.IntelligenceOnline.fr (Commission paritaire : 1220 W 90645)

► **Autres publications:** Africa Intelligence, La Lettre A.

**indigo
publications**

L'intelligence des faits
142, rue Montmartre
75002 Paris
Tél: + 33 1 44 88 26 10
client@indigo-net.com